

Pétrole et gaz du Canada—Loi

	(b)(i) Date	(ii) Lieu	(iii) Durée	(iv) Objet de chaque rencontre
Personnes ou groupes rencontrés				
Association des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard	Le 9 février 1981	Souris	3 heures	Discuter de la situation du programme de stabilisation du prix des pommes de terre de 1979 ainsi que la possibilité de financer et de mettre à jour le plan de création d'un office de commercialisation de la pomme de terre de l'est du Canada
<u>Voyage numéro 6</u>				
Association des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard	Le 15 février 1981	Charlottetown	3½ heures	Discussions préparatoires aux réunions de l'Office de commercialisation de la pomme de terre de l'est du Canada, à Ottawa
<u>Voyage numéro 7</u>				
Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard (accompagné de son ministre de l'agriculture)	Le 4 mars 1981	Charlottetown	2 heures	Discuter du projet de création d'un collège de médecine vétérinaire dans les Maritimes
<u>Voyage numéro 8</u>				
Membres de l'Office de commercialisation de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard Membre de l'Association des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard Membre de l'Association des marchands de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard	Le 13 mars 1981	Souris, Charlottetown	7½ heures	Discuter des règlements phytosanitaires pour les pommes de terre de semence et de leurs implications concernant les tubercules de la CEE et du Canada; discuter du plan de création d'un office de commercialisation de la pomme de terre de la CEE

[Traduction]

M. Smith: Madame le Président, je demande que les autres questions soient reportées.

Mme le Président: Les autres questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, je voudrais signaler quelque chose au secrétaire parlementaire à propos des réponses à la question n° 2317 qui porte sur le bureau central de la Division «E» de la GRC à Victoria; ces réponses se trouvent dans le hansard d'hier, aux pages 12279 et 12280. Je voudrais signaler trois choses.

La première et la plus importante porte sur la réponse figurant à la deuxième colonne de la page 12280. Il y a un astérisque à côté de cette réponse et, d'après le renvoi, il s'agit seulement d'une estimation, car l'achat fait encore l'objet de négociations qui devraient être terminées à la fin de juin 1981.

Madame le Président, j'attire votre attention sur le fait que cette réponse est parue dans le hansard du 28 octobre 1981. Elle a été préparée avant le mois de juin, de toute évidence, et elle est restée en plan quelque part. On a peut-être attendu d'avoir d'autres renseignements. Je voudrais par conséquent savoir si le secrétaire parlementaire ne peut pas mettre à jour cette partie de la réponse.

Ma deuxième remarque a trait à l'avant-dernière ligne de la colonne de droite, à la page 12279, où il est question d'«ameublements et de matériel de bureau». Le coût en est de \$74,100. Plus loin, dans la colonne de droite de la page 12280, sous *d*), une inscription se rapporte à la réinstallation des ameublements et du matériel, pour une somme de \$80,000. Il me paraît illogique de dépenser \$74,100 pour acheter des ameublements et du matériel de bureau et \$80,000 pour les déplacer.

Ma troisième question est mineure. C'est au sujet du nom «Fairmont, Vancouver», qui paraît avant la partie de la deuxième colonne qui est en petits caractères. Je ne sais pas s'il s'agit de la rue ou du district Fairmont. Je pense qu'il faudrait le préciser.

M. Smith: Je vais essayer d'obtenir des précisions, madame le Président.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ DU CANADA

MESURE CONCERNANT LES DROITS RELATIFS AU PÉTROLE ET AU GAZ

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 28 octobre, du bill C-48, tendant à réglementer les droits relatifs au pétrole et au gaz sur les terres du Canada et à modifier la loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz, dont le comité permanent des ressources naturelles et des travaux publics a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que des motions n° 21 de M. Wilson et n° 22 de M. Waddell.

M. Peter Elzinga (Pembina): Monsieur l'Orateur, le débat a été interrompu si souvent que je me demande si vous pourriez me dire combien de temps il me reste.